

ANALYSE D'UN PROJET AGRICOLE DANS LE CONTEXTE DE RESILIENCE CLIMATIQUE EN CENTRAFRIQUE : LE PARSANKO

Jean-Claude BOMBA

Marcel KEMBE

Raoul Ludovic ZAGUY GUEREMBO

(jcbomba@hotmail.com)

(marcelkembe@yahoo.fr)

(rgzaguy@gmail.com)

Laboratoire de Climatologie, Cartographie et Etudes Géographiques

Département de Géographie. Université de Bangui

Submitted: 2024-03-22

valued: 2024-05-30

validated: 2024-07-30

Résumé:

En République Centrafricaine depuis 1980, le secteur agricole confronté aux contraintes des changements climatiques se fragilise tout comme le niveau de vie de la population. Pour éviter une précarisation accentuée, un projet de résilience climatique a été élaboré en vue d'améliorer la production alimentaire ainsi que le niveau de vie des paysans dans les préfectures de la Kémo et la Ouaka. Ce projet a bénéficié d'importants financements. La formulation et toute la mouture opérationnelle ont respecté l'exemple de bonnes pratiques et le principe de la participation, de l'inclusivité censés favoriser un consensus et donc, la participation de tous les bénéficiaires. De par ce consensus au départ, l'exécution du projet a recueilli l'adhésion des bénéficiaires. Pourtant à mi-parcours, le projet n'a recueilli que des résultats mitigés. Les agriculteurs qui ont élaboré eux-mêmes ce projet selon leur vision ne s'en sont pas appropriés. Pourquoi ? Les soubresauts de la crise militaro politique qui a ébranlé le pays entre 2013 et 2015 a provoqué de profonds dysfonctionnements dans les systèmes d'exploitation, les services publics, les services d'appui conseil et les services de recherche à tel point que toutes ces différentes structures sont quasiment bloquées. La situation de post conflit a transformé les mentalités des ruraux, ce qui n'avait pas été perçu lors de la formulation du projet malgré l'approche participative et l'inclusion. D'où l'objet de cette analyse qui essaie de mettre en exergue les facteurs de l'échec probable d'un projet de résilience climatique bien conçu au départ.

Mots clés : République Centrafricaine – Résilience – Agriculture – Changements climatiques – Organisation paysanne.

ANALYSIS OF AN AGRICULTURAL PROJECT OF CLIMATIC RESILIENCE CONCEIVED IN PARSANKO (CAR).

Abstract:

Since 1980, the Central African Republic agriculture sector faced with climate change constraints that weaken as well as its activities and the standing life of people. In order to avoid this deep precarity, a climatic resilience project has been provided to improve food production and that of peasant life standing in the region of Kemo and Ouaka. This project benefited from important financial supports. The formulation process and its operationalization have respected the regulation that is good practices and participation principle, the inclusivity aiming at promoting consensus requiring the participation of all beneficiaries. From starting with this consensus, the implementation of the project touched the agreement of the beneficiaries. Moreover the midterm project assessment displays a mitigated results. The farmers

setting out the project themselves according to their vision did not profit from it. Why? The recurrent politico military crisis which occurred successively in 2013 and 2015 provoked deep ill functioning in the exploitation system, public services, and backup service of counseling and research so that all these different structures are firmly stopped. The situation of the post conflict has changed the mentalities of rural population, what has not been perceived during the formulation of the project inspire of participative and inclusive approach. Hence the aim of this analysis is to highlight the factors of failure probable for a Project of climatic resilience conceived in advance.

Keywords: Central African Republic, Resilience, Agriculture, Climate changes, farmers' organization

Introduction

L'économie centrafricaine est basée essentiellement sur le secteur agricole. Ce secteur contribue à plus de 51,2% du PIB, 64% des valeurs des exportations, 70,4 % des emplois et plus de 75 % de la consommation alimentaire nationale (BAD, 2021). La valeur ajoutée issue de l'agriculture fait d'elle le principal secteur productif de la République Centrafricaine (RCA). L'un de ces défis tient au fait que la RCA importe annuellement entre 80 et 85% de ses aliments agricoles de première nécessité. Pour la consommation de la seule ville de Bangui, la RCA importe plus de 4 tonnes de tomates et plus de 2 tonnes de salade par semaine (Parsanko, 2022). La production de maïs et de l'huile de palme n'arrive pas à couvrir les besoins nationaux. Le complément est importé (Parsanko, 2022). Annuellement, les importations de produits alimentaires agricoles coutent environ 70 milliards FCFA au budget de l'Etat (BAD, 2021). Pourtant, cette agriculture essentiellement pluviale, est dotée d'une large et riche gamme de potentialités agricoles et climatiques (Franquin et *al*, 1988) qui auraient pu lui permettre d'avoir une production et une productivité suffisantes pour alimenter tout le pays. Malheureusement, cette agriculture est minée par un certain nombre de contraintes, dont le climat.

En RCA, la production agricole déjà insuffisante a commencé à stagner entre 1980 et 1990 (P. Ardjikouzou, 1990), puis à régresser entre 2000 et 2020 (BAD, 2021). Depuis que la RCA a commencé à vivre des variations pluviométriques inhabituelles, entre 1980 et 2020, la production agricole a chuté de 58% (BAD, 2021). Dans cette configuration, l'amélioration de la productivité et de la production agricole est devenue une priorité du Gouvernement en vue de relancer l'économie, accroître les revenus ruraux et lutter

contre les changements climatiques. Pour cela, le Gouvernement a initié le Projet d'Appui à la Résilience et à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la Kémo et la Ouaka (PARSANKO) situées en zone de savane de Centrafrique. La mise en œuvre du PARSANKO, comme mesure de résilience climatique, est donc parfaitement justifiée. Il s'agit de montrer dans cet article comment un projet de résilience climatique formulé avec les bénéficiaires, selon leurs propres attentes, avec des financements importants (environ 17 milliards FCFA), copié sur des exemples de réussite et de bonnes pratiques des autres pays, peut se heurter aux contraintes de terrain. La fragilité des actions de résilience climatique exécutées dans le contexte d'un pays pauvre et post conflit est hasardeuse, même avec des financements conséquents. Les contraintes sociologiques constituent des points de faiblesses dans l'exécution d'un projet de résilience pourtant formulé par les bénéficiaires eux-mêmes.

1. Le contexte général de l'agriculture en Centrafrique

L'indice de développement humain (IDH) est de 0,381 et classe la RCA à l'avant dernier rang mondial, illustrant ainsi de nombreux défis à relever. Malgré ses potentialités naturelles en sol, climat et hydrographie qui la prédestinent à une agriculture florissante, la RCA se retrouve aujourd'hui dans une position d'importateur de produits alimentaires. Le pays doit recourir, de manière permanente, aux importations pour pallier les déficits (FAO-RCA, 2021).

Située à l'orée de la zone équatoriale, la RCA bénéficie d'une disposition climatique exceptionnelle, de 1600mm au sud à 800mm/an au nord, répartie sur presque toute l'année. Mais entre 1970 et 1980, le climat, l'un des déterminants essentiels de l'agriculture centrafricaine, avait commencé à présenter des pulsations saisonnières inhabituelles. Alors que les activités agricoles sont étroitement calées sur les variations pluviométriques saisonnières habituelles. Les pluies sont devenues irrégulières, leur durée s'est raccourcie avec des déficits qui ont dépassé 53% (Doukpolo, 2014).

De ces constats, on peut déduire que le réchauffement planétaire tant redouté, a quitté le stade de la simple théorisation de l'espace pour devenir une réalité. La RCA a basculé dans un phénomène nouveau : les changements climatiques (J-C. Bomba et *al*, 2017) qui

ont commencé par se traduire par des mutations climatiques extrêmement diverses et complexes aux échelles régionales et locales. Plusieurs études (J. Sircoulon, 1990 ; S. Ndjendolé, 2001 ; M. Ibiassi et G. Samba, 2013 ; M. Kembé, 2015) confirment une accélération des modifications climatiques qui vont devenir une source omniprésente de contraintes pour les activités agricoles. Le taux de croissance du secteur agricole était d'environ 51,2% du PIB, mais les effets des changements climatiques ont freiné cet élan. C'est ainsi qu'entre 2013 et 2021, le secteur agricole n'a contribué qu'à 30% du PIB, soit une baisse de 20%, comparativement aux années d'avant 2013. Les cultures de rente ont subi des réductions drastiques et continuent de décliner (22,3% des exportations en 1993 contre 6% en 2003). Les rendements agricoles, notamment ceux des principales cultures vivrières sont devenus très faibles (850kg/ha pour le maïs, 600 kg/ha pour le mil/sorgho, 8 tonnes pour le manioc) en comparaison du potentiel du rendement de ces spéculations. Cette tendance à la baisse se poursuit et se renforce. Les 63,2% de la population concentrée en milieu rural sont particulièrement concernées dans la mesure où les performances de leurs systèmes de production sont étroitement tributaires du climat. Il en résulte une insécurité alimentaire généralisée :

- i) 1,6 million de personnes, soit 35% de la population, est recensé comme en situation d'insécurité alimentaire sévère ;
- ii) une prévalence de malnutrition aiguë globale de 7,1% ;
- iii) une malnutrition chronique avec 37,7% et
- iv) une incidence de la pauvreté s'établissant à 75 % c'est-à-dire que 3 centrafricains sur 5 vivent en dessous du seuil de pauvreté, au seuil de 1,90 USD par jour (PNUD, 2017).

Pour la RCA, ne pas aborder la question des changements climatiques, ni identifier les risques, ni prévoir des mesures d'adaptation est un déficit important qu'il est indispensable de combler par l'adoption d'une gamme de mesures d'anticipation des dommages et de résilience. C'est dans ce contexte que nous menons cette réflexion. Le climat n'est pas seul en cause, mais les changements climatiques ont créé des contraintes supplémentaires pour le secteur agricole déjà en état de déshérence. La RCA vit dans une précarité agricole aggravée par les changements climatiques.

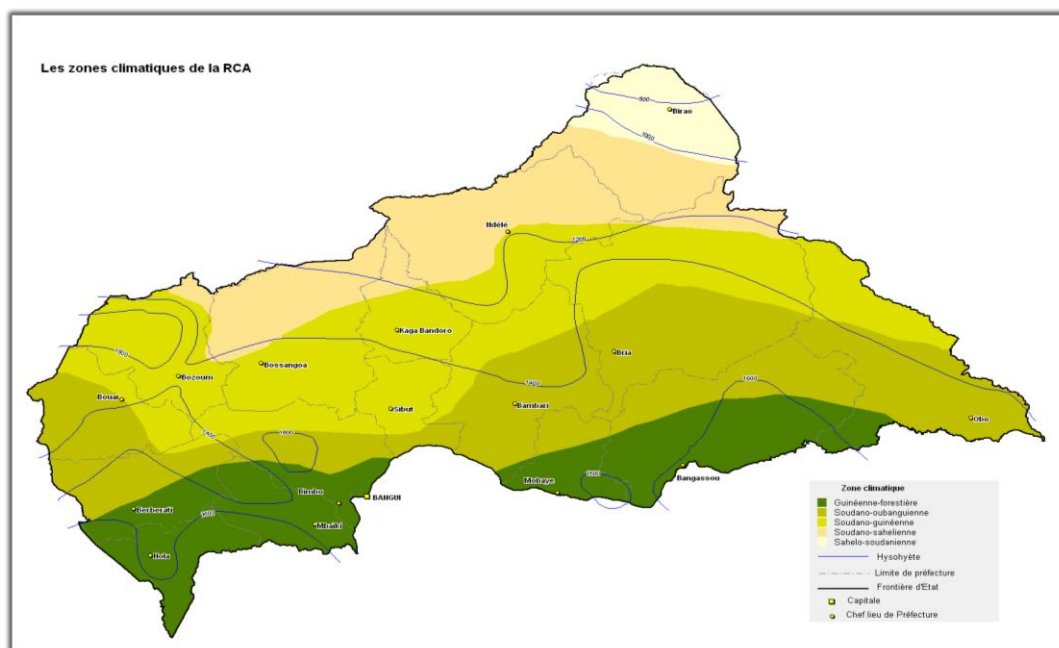
1.1 Une agriculture aux prises avec les changements climatiques

1.1.1 - L'architecture climatique

La République Centrafricaine (RCA) se situe à la lisière de l'équateur, un espace soumis aux influences atmosphériques du Nord et du Sud. Par cette position, le dispositif pluviométrique baisse progressivement au fur à mesure que l'on s'éloigne de l'équateur vers le nord. Ces pluies sont réparties sur toute l'année avec des nuances qui se sont constituées et qui divisent le pays en plusieurs zones climatiques relativement homogènes sur la base de la durée des saisons et des totaux pluviométriques annuels (figure 1). Au nord, la zone tropicale sèche, avec 4 à 5 mois de période sèche et une pluviométrie avoisinant 800 mm/an, couvre environ 9,14% du pays. Au centre, la zone tropicale semi-humide, avec 7 à 9 mois de période pluvieuse et une pluviométrie avoisinant 1200 mm/an, couvre environ 79,86% du pays. Au sud, la zone tropicale humide, avec 9 à 10 mois de période pluvieuse et une pluviométrie avoisinant 1500 mm/an, couvre environ 8% du pays. On lui rattache un sous climat de lisière avec Bangui, Mambéré-Kadéï et Mbomou avec 1600mm/an, qui représente environ 3%.

Dans l'article "Pourquoi le climat est-il devenu aussi rapidement une préoccupation scientifique majeure", F Mendonça (2004) a écrit : « Jusqu'aux années 1950-1960... le climat était supposé immuable aux échelles temporelles perceptibles par les générations humaines ». A cette échelle, le climat était considéré comme fixe et les expressions très courantes aujourd'hui comme la variabilité climatique, la dynamique atmosphérique, le réchauffement planétaire et les changements climatiques étaient inusitées.

Figure 1 : Les zones climatiques de la République Centrafricaine



Source : Kémbé M, 2008

Aujourd'hui, cette disposition quasi déterministe du climat semble souffrir du fait du réchauffement planétaire. Des données récentes montrent une intensification du réchauffement planétaire qui modifie les mécanismes complexes qui régissent la distribution du climat (GIEC, 2001).

1.2 L'évolution temporelle de la pluviométrie et le risque climatique

1.2.1 L'évolution temporelle de la pluviométrie

Entre 1970 et 1980, sur l'ensemble de la planète, le climat avait commencé à présenter des pulsations saisonnières inhabituelles. Les rythmes pluviométriques saisonniers deviennent de plus en plus capricieux. La longueur des saisons et les totaux pluviométriques sont devenus irréguliers compliquant leur arrimage aux activités agricoles. Le réchauffement planétaire, tant redouté, avait commencé à se traduire par des mutations climatiques extrêmement diverses et complexes aux échelles régionales et locales. Le monde basculait dans un phénomène nouveau : les changements climatiques (Bomba et *al*, 2017).

Les changements climatiques, conséquence structurelle du réchauffement planétaire, par un processus subtil et continu de perturbation du climat, touchent et remettent en

cause tous les équilibres naturels connus. La pluviométrie est sujette à de fortes irrégularités inter annuelles et depuis le début de la décennie 2000, la RCA connaît une instabilité saisonnière permanente qui a contribué à une perturbation des activités agricoles.

Plusieurs auteurs ont confirmé cette nouvelle disposition climatique et son impact sur les activités agricoles. Les pluies ont diminué de façon relativement brutale vers 1970 et cette baisse a entraîné celle des productions agricoles (Morel et *al.*, 2008). De manière globale, les pluies enregistrées en Centrafrique sont devenues irrégulières et la durée des saisons des pluies s'est raccourcie avec des déficits pluviométriques qui ont dépassé 53% (Doukpolo, 2014). La péjoration du climat, particulièrement, le déficit pluviométrique, constitue depuis le début des années 1970, la contrainte principale qui a pesé sur le développement et la croissance du secteur agricole en Centrafrique (J. Sircoulon, 1987 ; S. Ndjendolé, 2001). L'une des difficultés majeures de cette disposition climatique, porteur de risques, est accentuée par la non-linéarité des processus¹.

1.2.2 La question des risques climatiques

Prenant en compte le fait que le climat régule tout ce qui existe sur la planète, toute modification de la variation pluviométrique saisonnière aura des répercussions sur les activités agricoles qui se sont ajustées aux variations pluviométriques historiques. Les changements climatiques vont générer de nouvelles variations pluviométriques et ces nouvelles dispositions pluviométriques vont perturber le développement de toutes les cultures. De ce fait, toute la chaîne des activités agricoles va subir les risques découlant des nouvelles conditions pluviométriques. Cela induit la question des risques liés aux changements climatiques.

Il y a risque climatique chaque fois que, du fait de l'état de l'atmosphère, un stress quelconque, une altération dans la phénologie, dans le développement de la plante a une certaine probabilité de se produire et qui à terme va compromettre le développement de la plante, sa production ou les rendements (E. Orsenna et M. Petit,

¹ Un processus est appelé « non-linéaire » lorsqu'il n'existe pas de rapport de proportion simple entre ses causes et ses effets, d'où son comportement potentiellement très complexe. Cette complexité peut entraîner des changements climatiques rapides.

2011). Ce risque peut être lié à la dystrophie du rythme ou du régime pluviométrique, à la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes, aux sécheresses, à la perte de la fertilité des sols ou encore aux maladies saisonnières. Le climat peut alors agir indifféremment, soit comme facteur causal, soit comme facteur précipitant ou encore comme simple facteur déclenchant du processus de dégradation de la plante.

Le terme de « risque liés aux changements climatiques » inclut la double connotation d'un événement aléatoire et d'un phénomène dommageable (D. Lamarre et P. Pagney, 1999). En matière de « risque liés aux changements climatiques », le paysan est confronté à des situations mal connues de lui, invisibles, non maîtrisables et potentiellement désastreuses. Les changements climatiques sont donc porteurs de risques sérieux pour la sécurité alimentaire.

Les changements climatiques vont bouleverser les calendriers agricoles traditionnels, modifier les normes culturelles empiriques et les cycles culturels et surtout les plantes n'auront pas le temps nécessaire pour s'adapter aux nouvelles dispositions pluviométriques. De ces faits, la RCA est classée parmi les pays les plus vulnérables aux changements climatiques selon l'indice Notre Dame Global Adaptation Index ou Indice mondial d'adaptation Notre-Dame (MEPCI, 2023). Devant cette nouvelle architecture climatique, comment faire pour que l'agriculture de la Kémo et de la Ouaka s'adapte aux changements climatiques et contribue à améliorer les conditions de vie des populations ?

2 - Le PARSANKO : une action de résilience climatique

2.1 La philosophie du PARSANKO

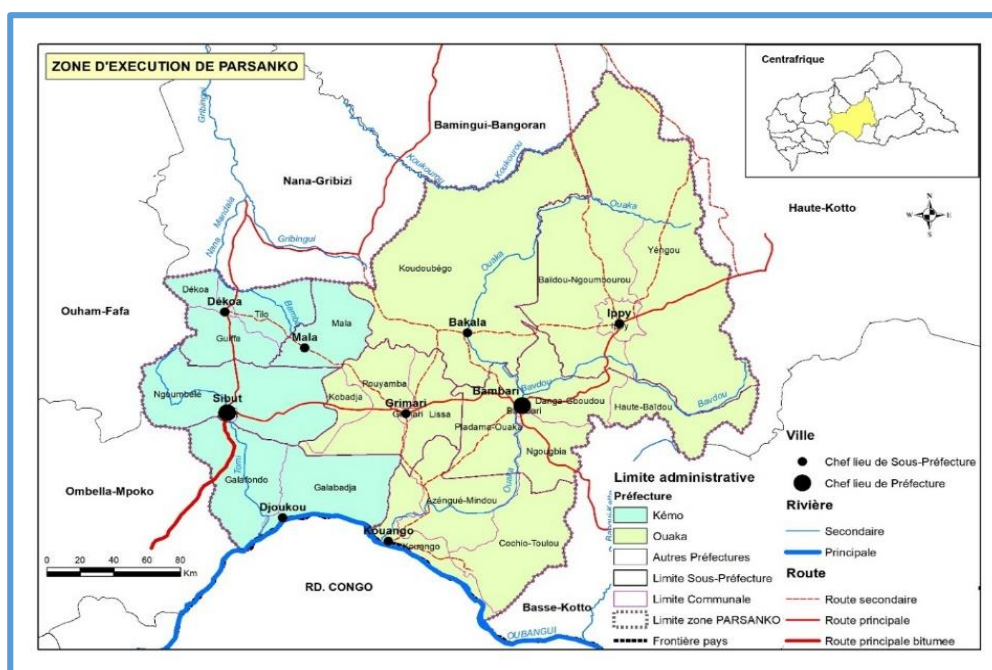
Ce projet est une initiative du gouvernement centrafricain conçue pour répondre aux besoins d'une population rurale confrontée aux contraintes des changements climatiques. Par ce projet, le gouvernement s'est engagé à mettre en place un dispositif de planification et de gestion stratégique de développement qui intègre à la fois le principe de la résilience et de la durabilité. Prenant cela en compte, l'objectif du projet est d'améliorer les conditions de vie et la résilience des populations rurales vulnérables face aux aléas climatiques. Ce projet vise à restaurer progressivement les capacités

agricoles productives et les moyens de subsistance des ménages les plus vulnérables au regard du climat, relancer l'activité économique et augmenter les capacités de production afin de stimuler le relèvement et la croissance (BAD, 2022). Les bénéficiaires du projet sont incités, malgré les contraintes climatiques, à adopter, à grande échelle, de bonnes pratiques agricoles.

2.2 Le dispositif opérationnel.

D'un coût total de 21,38 MUC (29,51 M\$ EU), soit environ 17 milliards de FCFA, le PARSANKO cible directement près de 47 050 ménages bénéficiaires issues des préfectures de la Kémo et de la Ouaka, représentant environ 279 300 personnes, en particulier les ménages fragilisés par les changements climatiques et ayant un besoin important d'assistance (figure 2). Les bénéficiaires indirects sont estimés à environ 241 000 personnes. Le projet a un impact positif sur la sécurité alimentaire avec une production escomptée de 32 350 tonnes pour la première campagne prévue de septembre 2022 à février 2023. Il permet de renforcer la résilience des ménages, d'augmenter les revenus (516 000 FCFA en moyenne par exploitant) et d'améliorer les conditions de vie des petits agriculteurs cibles.

Figure 2 : La zone d'exécution du projet



Source : Auteurs, 2023.

2.3 Les modalités de résilience et alternatives mises en œuvre

Les technologies qui ont été retenues concernent : (i) Techniques Culturelles Simplifiées (TCS) pour la production des variétés améliorées et la dissémination des semences de qualité, (ii) système d'irrigation goutte à goutte pour la production maraîchère et (iii) thérapie thermique : traitement des boutures de manioc pour la gestion du virus de la mosaïque.

Pour atténuer les risques liés aux changements climatiques, le projet a financé (i) la création et la réhabilitation de points d'eau, d'alimentation en eau potable et d'infrastructures d'irrigation (ii) a appuyé l'utilisation des semences de qualité aux variétés sélectionnées et adaptées aux conditions climatiques qui sont changeantes (iii) a renforcé les connaissances et les capacités des acteurs à s'adapter et à faire face aux nouvelles conditions climatiques (iv) a formé les acteurs aux nouvelles techniques de résilience pour les préparer aux situations d'urgence liées aux changements climatiques.

Dans ce contexte, le projet a expérimenté à titre pilote (i) des technologies nouvelles pour l'augmentation de la productivité (ii) des mécanismes de financement inclusifs et (iii) l'appui de l'entrepreneuriat des jeunes dans les filières agricoles. L'ensemble de ces interventions constitue des expériences importantes dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques organisé autour des champs/fermes écoles paysans et des propositions d'innovation appropriables et adaptées.

2.3 Le dispositif de planification initial

Avant le démarrage du projet, les agriculteurs ont été formés pour avoir une meilleure compréhension et lecture des défis climatiques et comment être résilients et appliquer de bonnes pratiques en matière de viabilité agricole.

Pour une fois en RCA, un projet de résilience climatique a tenté de jumeler, dans une seule dynamique, les travaux agricoles, la formation et l'épargne villageoise. Il s'agit (i) du défrichement de grandes parcelles à mettre gratuitement à la disposition de organisations paysannes, de la distribution, à titre gratuit, des semences de qualité aux variétés sélectionnées et adaptées aux conditions climatiques, un acteur privé est chargé

d'acheter directement la production auprès du paysan ; (ii) de la restauration des pistes rurales pour permettre aux opérateurs privés d'accéder à la production et aux paysans d'accéder au marché urbain ; (iii) de la formation et la promotion des champs école paysans – fermes écoles paysans (CEP/FEP) ; (iv) le développement des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) pour impulser la culture financière et (v) de l'octroi du crédit aux paysans pour faciliter travaux et l'extension de leurs parcelles. Compte tenu de leur expertise dans les différents domaines, le Bureau International du Travail et la FAO ont été associés aux activités pour apporter un appui technique.

L'allocation de ressources à cette fin a été conséquente. La conception du projet s'est inspirée des bonnes pratiques agricoles internationalement reconnues. Tous les partenaires pertinents ont été associés à cette initiative dès la phase de conception jusqu'à l'exécution. Toutes les activités prévues sont issues des concertations avec les bénéficiaires. L'approche participative inclusive a été respectée. Tel que conçu, la population aurait dû s'approprier du projet. Sauf que sur le terrain, les réalités sont différentes.

3 - Résultats et discussions

Malgré l'importante allocation des ressources, malgré la conception du projet qui s'est inspirée des bonnes pratiques agricoles internationalement reconnues, malgré l'approche participative et inclusive, malgré le fait que toutes les activités et toutes les procédures soient le fruit d'un consensus, les résultats sont mitigés à l'évaluation à mi-parcours. Malgré l'expertise de la FAO et du Bureau International du Travail (BIT), malgré l'apport du secteur privé, malgré les moyens financiers, même pas 1 m² de terrain n'a été labouré.

L'approche participative, vendue comme une panacée, n'a pas permis d'atteindre les résultats escomptés, ni l'appropriation du projet par les populations. Malgré toutes les précautions qui entourent l'exécution de ce projet, l'évaluation à mi-parcours laisse croire que, pour les prochaines phases, il avance vers l'incertitude.

Finalement, les efforts de résilience tous azimuts, à mi-parcours n'ont pas été efficaces. Le projet, lors de son exécution, a été confronté aux réalités de terrain. Ces réalités

n'avaient pas été perçues durant la phase de formulation malgré l'approche participative. Ces réalités de terrain ont constitué des facteurs de vulnérabilité et peuvent être déclinés ci-après :

3.1 La problématique des véritables bénéficiaires

Le projet avait choisi de ne travailler qu'avec les organisations paysannes (OP) structurées qui pouvaient avoir accès aux crédits auprès d'une banque. Ainsi, avaient été retenus les groupements, les planteurs performants (PP) et les ménages vulnérables. Les entités retenues sont appelées bénéficiaires. Leur mode de désignation a suivi le processus normal en prenant en compte le niveau de structuration pour les groupements, les capacités de production pour les planteurs performants et le niveau de fragilité pour les ménages vulnérables.

Pour la campagne agricole 2023, dans la Kémo 326 groupements ont été identifiés et ont envisagé exploiter 1377 ha, toutes spéculations confondues ; dans la Ouaka, 131 groupements retenus envisagent mettre en culture 2663,49 ha. En ce qui concerne les producteurs performants, 97 dans la Ouaka envisagent exploiter 2163,49 ha et 76 dans la Kémo qui envisagent mettre en valeur 3490 ha (PARSANKO, 2023).

3.2 Le faible esprit du travail communautaire

Le projet a choisi, de manière participative, les groupements bénéficiaires. En utilisant leur nombre et leur cohésion, on pouvait avoir plus de succès et surtout, impulser la dynamique productive. Dans la réalité, on s'est rendu compte, très rapidement, que les groupements, non seulement, n'ont pas atteint leurs prévisions de départ, mais n'ont pas impulsé non plus, la cohésion attendue. Un groupement est constitué de 25 membres et cultive en moyenne 2 ha. Or, un membre de ce même groupement, pour son propre compte, cultive entre 0,5 – 0,8 ha. Cela signifie que, pris individuellement, les agriculteurs s'investissent mieux dans leur propre parcelle que dans celle du groupement et donc du projet.

3.3 Discussions

Beaucoup de ces organisations paysannes déclarées bénéficiaires, en réalité, n'étaient plus en activité ou n'avaient jamais été en activité. Elles avaient été créées juste pour les besoins de la cause. Tout ce qu'elles déclaraient n'était pas authentique. Depuis l'apparition des Organisations Non Gouvernementales d'action humanitaire, les paysans s'étaient découvert une opportunité pour avoir gratuitement des vivres, des médicaments et du matériel. Ils créaient, à tour de bras, des organisations paysannes fictives pour bénéficier de ces dons. Ils se déclarent agriculteurs alors qu'ils ne le sont pas, éleveurs alors qu'ils ne le sont pas. Donc, tout le matériel qui leur était remis pour la résilience n'était pas utilisé pour cette cause. Avoir fait le choix de n'appuyer que les groupements structurés était donc une autre erreur.

3.3.1 L'expression des besoins : le rôle des ONG d'actions humanitaires

Le changement politique intervenu en mars 2013 s'est accompagné des troubles politico militaires graves suivis par « l'effondrement total de l'ordre public et l'absence de l'état » (Résolution 2121 de 2013 du Conseil de Sécurité de l'ONU). Le pays se désagrégeait sans qu'aucune structure politique, administrative ou associative ne semble avoir une solution. Seules les ONG internationales d'actions humanitaires avaient réussi à accéder aux zones de conflit pour appuyer les populations en leur distribuant des vivres, des médicaments et du matériel. Cette activité salubre qui, ne devait être que ponctuelle, a perduré. A tel point leur intervention a modifié la mentalité paysanne. Les paysans ont perdu confiance en eux-mêmes. Ils ont perdu le goût du travail et de l'effort personnel. L'action des ONG d'action humanitaire a créé et a cristallisé la mentalité de l'assistanat. Les paysans n'attendent que le passage de ces ONG pour la distribution.

Malgré leur implication dans la formulation et dans l'exécution du projet, au fond d'eux-mêmes, les paysans ne comptaient pas s'y investir réellement. Pour eux, les ONG d'action humanitaire viennent leur distribuer gratuitement et le projet vient leur demander de fournir du travail ? Pour eux, c'est trop leur demander. Mais ce positionnement mental n'avait pas été pris en compte dans la formulation du projet. Ce fut encore une erreur du projet.

En évoquant cette question, on ne peut éluder le fait que le continent africain a toujours mis en avant la faiblesse des financements et le fait que les projets sont toujours imposés par les bailleurs pour expliquer l'échec des actions de résilience climatique. Mais l'exécution de ce projet, auquel nous avons pleinement participé, montre les enjeux et les liens complexes qui existent entre résilience climatique et sociologie rurale. Elle identifie les effets de certaines solutions qui, initialement prévues pour résoudre, peuvent plutôt aggraver le problème si elles sont appliquées sans précaution.

Il est vrai que le projet s'est inspiré des exemples de réussite. Mais ces exemples de réussite datent de plus de 20 ans. Ils ne correspondent plus aux mentalités actuelles. Premièrement, le paysan a vécu beaucoup de promesses sans lendemain. Une multitude de projets de développement ont été annoncés à diverses occasions, mais n'ont pas prospéré. Ces promesses ont fait rêver les agriculteurs, malheureusement, ils s'enfoncent de plus en plus dans la misère et la pauvreté. Les ruraux sont fatigués des promesses. Deuxièmement, la crise militaro politique qui a ébranlé le pays était synonyme d'actes de violences en tous genres, sources de blessures physiques et de traumatismes psychologiques dévastateurs qui a eu pour conséquence de remodeler la vision, la mentalité et le comportement des populations rurales. La situation de post-conflit a laissé des séquelles encore graves. Tous ces déterminants ne permettent pas aux populations affectées d'appréhender les actions de résilience climatique à leur juste valeur.

La stratégie utilisée pour ce projet, même si elle est participative et inclusive, ne correspond plus à la sociologie rurale actuelle. Ce qui suggère un changement de cap en sus du changement de mentalité.

Sous prétexte de la participation de la population, la démarche inclusive, souvent présentée comme une panacée, s'est confrontée aux réalités de terrain. La mauvaise appropriation de ce projet par les populations traduit l'emprise de la pauvreté sur des paysans engagés dans une lutte sans merci pour la survie quotidienne qui ne perçoivent pas la lutte contre les changements climatiques comme un défi de développement.

La fragmentation sociale par groupe d'intérêt est un fait avéré en milieu rural. Chacun ne veut travailler que pour son propre compte. La mobilisation des terres productives au profit des groupements a créé un effet de compétition avec les planteurs individuels, ce qui a induit des effets pervers. Les paysans sont isolés dans des environnements plus ou moins hostiles et fonctionnent rarement en réseau.

3.3.2 Cadre de proposition

Pour plus de pertinence, les actions de résilience climatique devront adopter une approche transformatrice en combinant un paquet de services intégrés axé notamment sur :

- Identifier de nouvelles techniques d'approche et de nouveaux arguments, plus à jour pour rassurer le paysan.
- Mettre en place de connaissances suffisantes de la ruralité pour disposer des capacités et des stratégies opérationnelles indispensables à la gestion du changement.
- Faire une place aux petits planteurs ce qui entraînera leur essor. A court terme, ils pourront augmenter et garantir leurs revenus.
- Avoir une meilleure compréhension de la socio-anthropologie rurale.
- Intensifier la sensibilisation et la formation des leaders coutumiers ou communautaires.

Conclusion

Cette analyse avait pour ambition d'analyser l'exécution d'une action de résilience climatique. Elle montre la fragilité d'un tel exercice dans un pays pauvre et en situation post conflit. Dans cette dynamique, les risques sociologiques avaient été méconnus. La pertinence de l'implication des populations, qui pourtant, ont participé de bout en bout à l'élaboration du projet, est acquise mais n'a pas été déterminante. Les résultats du projet à mi-parcours n'ont pas été atteints simplement parce que les mentalités des agriculteurs ont évolué. Pourtant, la question de la résilience climatique n'est pas insoluble. Sauf que, la résilience pour la résilience ne suffit pas. La résilience doit être

bien plus qu'une simple réforme cosmétique, bien plus qu'une simple procédure. La résilience doit être profonde et avoir une finalité. Et cette finalité, c'est le progrès. Et le progrès équivaut à renforcer la capacité des paysans à faire face aux contraintes des changements climatiques à travers leurs valeurs, de pouvoir modifier la société par leur travail. Pour cela, on devrait envisager que cet exercice ouvre la porte à de nouvelles collaborations et à la reconnaissance de la pertinence des actions de résilience climatiques. Pour de meilleurs résultats, les prochaines activités seront entreprises dans le champ d'une expertise émergente qui développera une vision stratégique plus novatrice et plus pertinente qui repose sur une meilleure compréhension des défis du monde.

Références bibliographiques

- ARDJIKOUZOU Patrice, 1990, *Contraintes climatiques dans le Centre Nord-Ouest centrafricain*, Mémoire de DEA, Université de Bourgogne, 61p. ;
- BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, 2012. *Environnement de l'investissement privé en RCA 2011/2012.* ;
- BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, 2021 - *République centrafricaine : projet d'appui à la résilience et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les préfectures de la Kémo et la Ouaka (PARSANKO)*, 32p. ;
- BOMBA Jean-Claude, KEMBE Marcel et ZAGUY-GUEREMBO Ludovic Raoul, 2017, *Les changements climatiques en République Centrafricaine - La vulnérabilité climatique : un défi dans un défi* – Annales de l'Université de Bangui, Série A, n° 5.
- BOMBA Jean-Claude, KEMBE Marcel et ZAGUY-GUEREMBO Ludovic Raoul. 2019 *Réflexion sur la bioclimatologie humaine en Centrafrique au regard des changements climatiques* – Annales de l'Université de Bangui, Série A, n° 8.
- DOUKPOLO Bertrand, 2014, *Changements climatiques et productions agricoles dans l'ouest de la République Centrafricaine*- Thèse de doctorat unique de géographie - Université d'Abomey-Calavi – 337p.
- FAO- RCA, 2015, *Cadre de Programmation –Pays, 2015-2016* ;
- FRANQUIN Pierre, DIZIAN Roland, COINTEPAS Jean Pierre et BOULVERT Yves, 1988, *Agroclimatologie du Centrafrique*, ORSTOM, Coll. Initiations Documentations Techniques N° 71. Paris, 525 p.

- IBIASSI Mahougou, SAMBA Gaston, 2013-, *Variabilité décennales des précipitations annuelles et saisonnières au Congo Brazzaville de 1950 à 2005*, Annales de l'Université Marien Ngouabi, n°14, p 68-83.
- KEMBE Marcel, 2015, *Climat et ressources en eau dans le bassin-versant sud de Centrafrique*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Bangui.
- KEMBE Marcel, BOMBA Jean-Claude et ZAGUY-GUEREMBO Ludovic Raoul, 2019, Variabilité hydro pluviométrique dans le nord-est centrafricain, in *Revue Echanges et Ethnicités* n°012. Lomé – Togo.
- KEMBE Marcel. 2008- Climat, in *Atlas de la République Centrafricaine*, Ed. Enfance et Paix, p 23-29.
- LAMARRE Denis et PAGNEY Pierre. 1999- *Climats et Sociétés*. Armand Colin, Paris, 268p.
- MENDONÇA Francisco, 2004, *Réchauffement global et santé : aspects généraux et quelques particularités du monde tropical*, Université fédérale de Paraná – Brésil.
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL, 2017, *Programme National d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle*, Bangui.
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL, 2019, *La Stratégie de Développement Rural, de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire*, Bangui, 52p. ;
- MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE. 2023 - *Environnement et changement climatique* » - Bangui - RCA – 239p ;
- MOREL Valérie, DEBOUDT Philippe, DELDREVE Valérie, LONGUEPEE Jérôme, MAILLEFERT Muriel, MASSON Eric, MEUR-FEREC Catherine, PETIT Olivier et ZUINDEAU Bertrand, 2008, *Les risques environnementaux : lectures disciplinaires et champs de recherches interdisciplinaires*, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers19-08/010048948.pdf ;
- NDJENDOLE Sylvain, 2001, *Contraintes climatiques sur les cultures annuelles en Centrafrique*, Thèse de doctorat de Géographie Université de Bourgogne, 225p.
- ORSENNA Erik et PETIT Michel. 2011, *Climat : une planète et des hommes*, Editions du Midi, 336p.
- PARSANKO, 2022, *Rapport de l'atelier de lancement du PARSANKO*, 20– 23 mai.
- PARSANKO, 2022, *Rapport de la mission conjointe de validation des informations de la campagne agricole dans les préfectures de la Kémo et la Ouaka – Du 30 novembre au 22 décembre*.

- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT, *Bilan des changements climatiques : Les éléments scientifiques Rapport du Groupe de travail I du GIEC*, 97p.
- SIRCOULON Jacques, 1987, *La sécheresse du point de vue climatique, hydrologique et agronomique*. In B. Bret éditeur, *Les hommes face à la sécheresse*. Mayenne, p 65-68.